

TRIBUNAL DE COMMERCE de S^t-MALO
 DÉPÔT DU : 1
 22 FÉV 2005
 N° 290 LE GREFFIER

LP INVESTISSEMENT
 SAS au capital de 151.000 Euros
 11, rue du Clos Collin – 35780 LA RICHARDAIS
 478 816 671 RCS SAINT-MALO

2005 B 326
2004

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
 DU 31 JANVIER 2005**

- I -

L'an deux mil cinq
 Le lundi 31 janvier

M. Philippe TUMOINE, associé unique de la société LP INVESTISSEMENT, S.A.S. au capital de 151.000 € divisé en 15.100 actions de 10 € chacune, dont le siège est à LA RICHARDAIS (35780) – 11, rue du Clos Collin, a pris les décisions ci-après relatives à l'émission d'obligations convertibles en actions en rémunération d'un apport en nature.

La société PRICE WATERHOUSE COOPERS, Commissaire aux comptes régulièrement convoquée, est absente excusée.

M. Philippe TUMOINE préside la séance.
 M. Xavier WYSS remplit les fonctions de secrétaire.

- II -

Le Président dépose sur le bureau les pièces et documents suivants :

- La copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- Les statuts de la société ;
- La feuille de présence de l'assemblée ;
- Le rapport du Président ;
- Le rapport de M. Georges PICLIN, Commissaire aux apports et vérificateur ;
- Le rapport du Commissaire aux comptes ;
- Le texte des résolutions proposées.

Il déclare que tous ces documents ont été déposés au siège social et tenus à la disposition l'associé unique dans le délai légal.

L'assemblée lui donne acte, sur sa demande, de cette déclaration.

- III -

Il rappelle alors l'ordre du jour :

- Lecture du rapport du Président ;
- Lecture du rapport du Commissaire aux apports établi en application des dispositions des articles L.225-8 et L.225-147 du Code de Commerce ;
- Lecture du rapport du Commissaire vérificateur établi en application des dispositions des articles L.225-8 et L.225-10 du Code de commerce, sur l'émission d'obligations convertibles ;
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi en application des dispositions des articles L.225-135 et L.225-161 du Code de Commerce, sur l'émission d'obligations convertibles ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription aux obligations à émettre.
- Emission d'un emprunt obligataire ;
- Agrément de M. Xavier WYSS ;
- Approbation de l'apport de M. WYSS, de son évaluation et de sa rémunération ;
- Suppression des Titres VIII et IX des statuts ;
- Pouvoirs – Formalités de publicité.

R

M. Philippe TUMOINE donne lecture :

- du rapport du Commissaire aux apports désigné par M. le Président du tribunal de Commerce de SAINT-MALO, établi en application des articles L 225-8 et L. 225-147 du Code de Commerce sur la valeur des apports en nature et les avantages particuliers,
- du rapport du, Commissaire vérificateur désigné par M. le Président du tribunal de Commerce de SAINT-MALO, établi conformément aux dispositions des articles L. 225-8 et L. 225-10 sur renvoi de l'article L. 228-39 sur l'émission d'un emprunt obligataire,
- et du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 228-92 du Code de Commerce sur l'émission d'un emprunt obligataire.
- du contrat d'apport de M. Xavier WYSS stipulant la rémunération de son apport sous forme d'obligations convertibles.

L'associé unique prend les décisions suivantes, par application de l'article 18.1 des statuts :

- IV -

SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS A EMETTRE

L'associé unique décide de supprimer, au profit de M. Xavier WYSS, le droit préférentiel des associés à la souscription des obligations convertibles à émettre.

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE CONVERTIBLE EN ACTIONS

L'associé unique décide, après avoir pris connaissance du rapport de M. Georges PICLIN, Commissaire vérificateur désigné par le Président du Tribunal de commerce de SAINT-MALO, d'approuver la vérification de l'actif et du passif de la Société réalisée par ce dernier.

Il décide par ailleurs, et sous la condition suspensive de l'adoption des deuxième et troisième décisions ci-après, de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions dans le cadre des articles L.228-1 à L.228-6-3 ; L.228-40 à L.228-68 et L.228-91 à L.228-106 du Code du Commerce aux conditions suivantes :

<u>Montant de l'émission</u>	150.000 €.
<u>Nombre d'obligations émises</u>	15.000
<u>Attribution des obligations</u>	Les obligations seront attribuées à l'Obligataire à titre de rémunération de l'apport consenti par ce dernier, de 7.500 actions de la société LAURENT-PELLIET et ce, dès la réalisation définitive dudit apport.
<u>Prix d'émission</u>	Les obligations seront émises au pair à DIX (10) EUROS chacune et libérées intégralement.
<u>Forme</u>	Les obligations seront créées exclusivement sous la forme nominative. Leur propriété résultera de leur inscription en compte au nom de l'Obligataire. Leur cession ou transmission sera réalisée à l'égard de la Société et des tiers par virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant. Tout transfert entraînera adhésion à toutes les conditions de l'émission et cession de tous droits et actions attachés à chaque obligation.

<u>Durée de l'emprunt</u>	Ferme jusqu'au 31 décembre 2014, sauf les cas de remboursement ou d'exigibilité anticipée visés ci-après.
<u>Date et jouissance des obligations</u>	Date de leur attribution.
<u>Intérêt</u>	Les obligations ne produiront aucun intérêt,
<u>Impôt</u>	Le remboursement des obligations sera effectué sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met à la charge des porteurs de façon obligatoire.
<u>Amortissement</u>	Les obligations seront remboursées par la Société en 1 seule tranche le 31 décembre 2014 à la condition que l'Obligataire n'ait pas, à cette date, exercé son droit de conversion.
<u>Garantie</u>	Aucune garantie relative au paiement des intérêts ou au remboursement des obligations n'a été émise.
<u>Exigibilité anticipée</u>	Dès lors que la dette bancaire susvisée aura été intégralement remboursée, l'Obligataire pourra obtenir le remboursement anticipé de ses obligations dans les cas suivants : • Inexécution par la Société de toute obligation au titre des présentes, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de 30 jours à compter de la réception par la Société de la notification écrite dudit manquement donnée par l'Obligataire ; • Au cas où la Société serait déclarée en cessation des paiements, ou reconnaîtrait par écrit son incapacité à payer ses dettes ou fasse l'objet de la nomination de toute personne chargée de la protection des intérêts des créanciers ou, dans toute la mesure permise par la loi, d'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire ou d'un jugement de cessation totale de l'entreprise ; • Au cas où M. Philippe TUMOINE cesserait de détenir directement ou indirectement au moins 95% du capital et des droits de vote de la Société ; • Au cas où la Société cesserait de détenir directement ou indirectement au moins 70% des actions et des droits de vote de la société LAURENT-PELLIET ; • Cessation par M. Philippe TUMOINE de ses fonctions de Président de la société LAURENT-PELLIET.
<u>Cessibilité</u>	Les obligations seront cessibles dans les mêmes conditions que les actions de la Société.
<u>Conversion</u>	L'Obligataire aura la faculté d'exercer à tout moment son droit de conversion, à raison de une (1) action nouvelle pour une (1) obligation, et ce, jusqu'au 31 décembre 2014, étant observé que le droit de



conversion ne pourra s'exercer que pour la totalité des obligations de telle sorte que toute conversion partielle des obligations en actions est interdite.

La souscription des actions nouvelles sera réalisée du seul fait de la demande de conversion. Leur libération interviendra automatiquement par voie de compensation avec la créance obligataire, sans versement d'aucune soulte en espèce de part ni d'autre. La conversion de la totalité des obligations donnerait lieu, par conséquent, à la création par la Société de 15.000 actions nouvelles émises au prix de 10 €.

Les demandes de conversion devront être notifiées par écrit à la Société avant l'expiration de la période de conversion, c'est-à-dire au plus tard avant l'expiration du délai de trois (3) mois suivant la date à laquelle les obligations seront appelées au remboursement.

A défaut, l'Obligataire sera de plein droit considéré comme ayant opté pour le remboursement de ses titres dans les conditions fixées ci-dessus.

Exercice du droit de conversion

Toute demande de conversion des obligations devra être notifiée par écrit, par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception adressée à la Société ou par lettre remise contre récépissé accompagnée du bulletin de souscription à l'augmentation de capital correspondante.

Elle deviendra effective dès réception par la Société de ladite demande de conversion.

En cas d'augmentation de capital, ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, de fusion, de scission ou d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription au profit des associés de la Société, cette dernière se réserve le droit de suspendre l'exercice du droit de conversion pendant un délai qui ne peut excéder trois mois, cette faculté ne pouvant en aucun cas faire perdre au titulaire d'obligations appelées au remboursement le bénéfice du délai de trois mois prévu au paragraphe précédent.

Une lettre recommandée avec demande d' accusé de réception –ou lettre remise contre récépissé– sera adressée à ou aux obligataire(s) quarante cinq jours au moins avant la date d'entrée en vigueur de la suspension pour l'informer de la date à laquelle les opérations de conversion seront suspendues et de la date à laquelle elles seront reprises.

Conformément aux dispositions de l'article L 225-132 du Code du Commerce, la présente émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporte renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquelles les valeurs émises donnent droit.

Droits attachés aux actions

Les actions nouvelles de catégorie ordinaire émises à la suite de la conversion des obligations auront tous les droits définis par les statuts à cette catégorie et seront soumises à toutes les dispositions des statuts de même qu'à toutes stipulations contractuelles.

Elles porteront jouissance au premier jour de l'exercice au cours duquel la conversion des obligations aura été demandée et auront droit au titre de l'exercice commencé à cette date et des exercices ultérieurs, à égalité de valeur nominale, au même dividende que celui qui pourra être réparti aux autres actions de même catégorie portant même jouissance.

Elles seront, en conséquence, immédiatement assimilées aux actions anciennes, après paiement, le cas échéant, du dividende afférent à l'exercice précédent et disposeront de droits identiques ou, s'il n'en était pas distribué, après la tenue de l'assemblée annuelle statuant sur les comptes de cet exercice.

Ces actions seront par ailleurs soumises à toutes les dispositions statutaires notamment en ce qui concerne la répartition des bénéfices et les assemblées générales.

Les actions revêtiront la forme nominative. Les actions, quelle que soit leur forme, seront obligatoirement inscrites en comptes tenus par la Société. Les droits du titulaire seront ainsi représentés par une inscription à son nom chez la Société.

Maintien des droits des obligataires

Les droits des titulaires d'obligations devront être préservés conformément aux dispositions légales.

AGREMENT DE M. Xavier WYSS

Dans la mesure où l'apport de M. Xavier WYSS est rémunéré par l'émission de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social, l'associé unique décide d'agréer M. Xavier WYSS en qualité de nouvel associé de la société LP INVESTISSEMENT. Ce dernier ne pourra toutefois se prévaloir de cette qualité qu'après conversion de tout ou partie de ses obligations.

APPROBATION DE L'EVALUATION DE L'APPORT EN NATURE DE M. XAVIER WYSS

L'associé unique, après avoir constaté l'agrément de M. Xavier WYSS comme nouvel associé de la société LP INVESTISSEMENT et connaissance prise du contrat d'apport en date du 6 décembre 2004, aux termes duquel M. Xavier WYSS apporte à la Société la totalité des actions lui appartenant dans la société LAURENT-PELLIET, déclare approuver sans réserve :

- L'apport par M. Xavier WYSS de 7.500 actions de la société LAURENT-PELLIET ;
- L'évaluation desdites 7.500 actions à la somme globale de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150.000 €) ;
- La rémunération de cet apport par voie d'attribution à M. Xavier WYSS de QUINZE MILLE (15.000) obligations convertibles d'une valeur nominale de 10 € chacune.
- Et plus généralement, l'ensemble des dispositions du contrat d'apport susvisé.

SOUSCRIPTION DES OBLIGATIONS CONVERTIBLES.

L'associé unique déclare, compte tenu de l'adoption des décisions ci-dessus, prendre acte :

- du caractère définitif de l'émission de l'emprunt obligataire convertible en actions,
- et de la souscription par M. Xavier WYSS des QUINZE MILLE (15.000) obligations convertibles en rémunération de son apport.

SUPPRESSION DES TITRES VIII ET IX DES STATUTS

L'associé unique décide de supprimer purement et simplement les Titres VIII et IX des statuts devenus sans objet depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

POUVOIRS

L'associé unique donne tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- Constaté dans un contrat qui sera signé à l'issue de la présente assemblée l'attribution des obligations émises aux termes de la première résolution ci-dessus à M. Xavier WYSS ainsi que les modalités d'ajustement des bases de conversion, afin de préserver, conformément à la réglementation, les droits des titulaires d'obligations, au cas où la Société procéderait à l'émission de toutes valeurs mobilières donnant droit à la souscription ou à l'attribution d'une quotité du capital social,
- Prendre toutes dispositions pour assurer le service de l'emprunt obligataire,
- Constaté le nombre et le montant des actions qui seront émises par voie de conversion des obligations,
- Apporter aux statuts les modifications nécessaires,
- Et, plus généralement, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités pour la mise en œuvre des décisions de la présente assemblée.

FORMALITES DE PUBLICITE

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal constatant ses délibérations, à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales ou réglementaires de publicité ou d'en requérir l'accomplissement.

*

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès verbal qui a été signé par l'associé unique.



CONTRAT D'APPORT



Entre

1.- M. **Xavier WYSS**, né à GRAY (Haute-Saône) le 24 novembre 1953, de nationalité française, demeurant à SAINT-MALO (35400) – 4, Avenue Eugène Herpin.

D'une part,
Ci-après dénommé l'Apporteur,

Et

2.- La société **LP INVESTISSEMENT**, société par actions simplifiée au capital de 1151.000 €, dont le siège est à LA RICHARDAIS (35780) – 11, rue du Clos Collin, identifiée sous le n° 478 816 671 RCS SAINT-MALO.

Représentée par M. Philippe TUMOINE, Président.

D'autre part,
Ci-après dénommée la Société Bénéficiaire.

Il a été, préalablement à la convention d'apport faisant l'objet des présentes, exposé ce qui suit :

EXPOSE

Dans le cadre de l'opération de cession de contrôle du capital de la société LAURENT-PELLIET, société anonyme au capital de 1.200.000 Euros, dont le siège social est situé Gare Maritime du Naye 35400 SAINT-MALO, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT-MALO sous le numéro 379 608 326 (ci-après la SOCIETE), M. Xavier WYSS doit faire apport à la société LP INVESTISSEMENT de la totalité des titres qu'il détient dans le capital de la SOCIETE, soit 7.500 actions.

La société LP INVESTISSEMENT est elle-même actionnaire de la SOCIETE.

Aux termes de l'article 12 des statuts de la société LP INVESTISSEMENT, les cessions d'actions entre associés et la transmission d'actions par voie de succession ou de donation à un conjoint ou à des héritiers en ligne directe peuvent être effectuées librement. Toutes autres cessions ou transmissions d'actions sont soumises à l'agrément préalable de la Société donné par voie de décision collective ordinaire.

Cela étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

XW

PA

I - APPORT

1.- DESIGNATION DE L'APPORT

L'Apporteur, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, apporte à la société LP INVESTISSEMENT, ce qui est accepté pour le compte de celle-ci par M. Philippe TUMOINE, *ès-qualités*, la pleine propriété de 7.500 actions de la SOCIETE, inscrites à son nom au compte d'actionnaire n° 2,

Cet apport est fait sous réserve :

- de l'approbation de cet apport par décision extraordinaire de l'associé unique de ladite Société Bénéficiaire,
- et de l'émission par la Société Bénéficiaire d'obligations destinées à rémunérer cet apport selon les modalités précisées en annexe.

2.- EVALUATION ET VERIFICATION DE L'APPORT

Les actions apportées sont estimées à la somme globale de CENT CINQUANTE MILLE (150.000) EUROS.

Cette évaluation a été faite sous réserve de vérification par un Commissaire aux apports désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal de commerce de SAINT-MALO, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Le rapport qui sera établi par le Commissaire aux apports sera soumis au droit de communication des associés et fera l'objet d'un dépôt au Greffe du Tribunal de commerce de SAINT-MALO huit (8) jours au moins avant la date de la décision collective appelée à statuer sur cet apport.

3.- ORIGINE DE PROPRIETE

Les actions de la Société présentement apportées appartiennent à l'Apporteur pour les avoir acquises lors de la constitution de la SOCIETE et de l'augmentation de son capital intervenue le 31 décembre 1998.

4.- PROPRIETE - JOUISSANCE

La Société Bénéficiaire sera propriétaire des actions apportées à compter du jour de l'approbation du présent apport par décision extraordinaire de son associé unique. Elle en aura la jouissance à compter du même jour.

Elle prendra donc en charge les opérations actives et passives afférentes à ces actions et réalisées à compter de cette même date.

5.- CHARGES ET CONDITIONS

1. La Société Bénéficiaire prendra les actions qui lui sont présentement apportées dans l'état où elles se trouvent, sans pouvoir exercer à cet égard aucun recours contre l' Apporteur, pour quelque cause que ce soit.

2. Elle supportera et acquittera, à compter du jour de son entrée en jouissance, tous impôts, primes et cotisations quelconques, ainsi que toutes charges, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les actions apportées.

3. Elle aura seule droit aux dividendes ou autres produits qui pourront être distribués par la Société et revenant aux actions apportées à compter du jour de son entrée en jouissance.

6.- DECLARATIONS

L'Apporteur déclare :

XW

R

- qu'il a la pleine capacité de s'obliger, et notamment qu'il n'est pas en état de cessation des paiements, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, de mise sous sauvegarde de justice, de tutelle ou curatelle ;
- qu'il est de nationalité française et a la qualité de résident français ;
- qu'il est régulièrement propriétaire des actions présentement apportées ;
- que les actions apportées sont entièrement libérées ;
- qu'elles ne sont grevées d'aucun gage, nantissement, saisie, droit de retour, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ;
- qu'elles sont librement cessibles sans charge ni restriction, dans les conditions et limites stipulées dans les statuts ;
- qu'il n'existe aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des actions apportées.

7.- AGREMENT

Le présent apport emporte transmission au profit de la Société Bénéficiaire de la pleine propriété d'actions de la SOCIETE.

La Société Bénéficiaire, étant déjà associée de la SOCIETE, n'est soumise à aucun agrément.

Dans la mesure où son apport est rémunéré par l'émission de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social, l'Apporteur doit, quant à lui, être agréé en qualité de nouvel associé de la société LP INVESTISSEMENT, conformément à l'article 12 des statuts de ladite société.

8.- REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport présentement effectué, il sera attribué à l'Apporteur QUINZE MILLE (15.000) obligations d'une valeur nominale de DIX (10) Euros, chacune à émettre par la Société Bénéficiaire, lesdites obligations étant convertibles en actions de cette société

Toutes les conditions et modalités de cet emprunt obligataire convertible sont précisées en annexe au présent contrat.

9.- CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent apport est soumis à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- approbation du présent apport, ainsi que de son évaluation et des modalités de sa rémunération, par une décision de l'associé unique de la Société Bénéficiaire,
- émission par la Société Bénéficiaire de 15.000 obligations convertibles de 10€ chacune, destinées à rémunérer l'apport de M. Xavier WYSS.
- agrément de M. Xavier WYSS en qualité de nouvel associé de la société LP INVESTISSEMENT.

Ces conditions suspensives devront être cumulativement réalisées au plus tard le 10 février 2005. A défaut, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenue, sans indemnité de part ni d'autre.

10.- DECLARATIONS POUR L'ADMINISTRATION FISCALE

1. L'Apporteur déclare que :

- la Société Bénéficiaire est soumise à l'impôt sur les sociétés,
- le présent apport est soumis aux dispositions des articles 150 0-A et suivants du Code général des impôts,
- le présent apport est exclusivement rémunéré par des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital de la Société Bénéficiaire visés aux articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce.

XW

RS

En conséquence, il bénéficie de plein droit, au titre du présent apport, du sursis d'imposition de la plus-value d'échange correspondante (Instr. 13 juin 2001, 5 C-1-01, fiche 2, n°8).

2. Il déclare que son domicile est celui indiqué en tête du présent acte.

3. Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport.

11.- OPPOSABILITE AUX TIERS

Conformément aux dispositions légales et statutaires de la SOCIETE, les transferts d'actions apportées au profit de la Société Bénéficiaire seront matérialisés par des ordres de mouvement signés par l'Apporteur et inscrits dans les registres des mouvements à la date à laquelle le présent apport sera devenu définitif.

12.- ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège de la Société Bénéficiaire.

13.- FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires quelconques afférents aux présents apports, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront à la charge exclusive de la Société Bénéficiaire.

Fait à LA RICHARDAIS
L'an deux mil quatre
Le 6 décembre
En six exemplaires originaux

M. Xavier WYSS

LP INVESTISSEMENT

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DE SAINT MALO SUD

Le 16/02/2005 Bordereau n°2005/164 Case n°1

Ext 537

Enregistrement : 75 €

Timbre : 162 €

Total liquidé : deux cent trente-sept euros

Montant reçu : deux cent trente-sept euros

L'Agent

Catherine TALDIR
Agent des impôts

II

ANNEXE

au contrat d'apport d'actions LAURENT-PELLIET
par M. Xavier WYSS au profit de la société LP INVESTISSEMENT

*

XW

R

**CONDITIONS & MODALITES
DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE A EMETTRE PAR LA SOCIETE LP INVESTISSEMENT**

<u>Montant de l'émission</u>	150.000 €.
<u>Nombre d'obligations émises</u>	15.000
<u>Attribution des obligations</u>	Les obligations seront attribuées à l'Obligataire à titre de rémunération de l'apport consenti par ce dernier, de 7.500 actions de la société LAURENT-PELLIET et ce, dès la réalisation définitive dudit apport.
<u>Prix d'émission</u>	Les obligations seront émises au pair à DIX (10) EUROS chacune et libérées intégralement.
<u>Forme</u>	Les obligations seront créées exclusivement sous la forme nominative. Leur propriété résultera de leur inscription en compte au nom de l'Obligataire. Leur cession ou transmission sera réalisée à l'égard de la Société et des tiers par virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant. Tout transfert entraînera adhésion à toutes les conditions de l'émission et cession de tous droits et actions attachés à chaque obligation.
<u>Durée de l'emprunt</u>	Ferme jusqu'au 31 décembre 2014, sauf les cas de remboursement ou d'exigibilité anticipée visés ci-après.
<u>Date et jouissance des obligations</u>	Date de leur attribution.
<u>Intérêt</u>	Les obligations ne produiront aucun intérêt
<u>Impôt</u>	Le remboursement des obligations sera effectué sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met à la charge des porteurs de façon obligatoire.
<u>Amortissement</u>	Les obligations seront remboursées par la Société en 1 seule tranche le 31 décembre 2014 à la condition que l'Obligataire n'ait pas, à cette date, exercé son droit de conversion.
<u>Garantie</u>	Aucune garantie relative au paiement des intérêts ou au remboursement des obligations n'a été émise.
<u>Exigibilité anticipée</u>	Dès lors que la dette bancaire susvisée aura été intégralement remboursée, l'Obligataire pourra obtenir le remboursement anticipé de ses obligations dans les cas suivants : • Inexécution par la Société de toute obligation au titre des présentes, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de 30 jours à compter de la réception par la Société de la notification écrite dudit manquement donnée par l'Obligataire ; • Au cas où la Société serait déclarée en cessation des paiements, ou reconnaîtrait par écrit son incapacité à payer ses dettes ou fasse l'objet de la

XW

FB

nomination de toute personne chargée de la protection des intérêts des créanciers ou, dans toute la mesure permise par la loi, d'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire ou d'un jugement de cessation totale de l'entreprise ;

- Au cas où M. Philippe TUMOINE cesserait de détenir directement ou indirectement au moins 95% du capital et des droits de vote de la Société ;
- Au cas où la Société cesserait de détenir directement ou indirectement au moins 70% des actions et des droits de vote de la société LAURENT-PELLIET ;
- Cessation par M. Philippe TUMOINE de ses fonctions de Président de la société LAURENT-PELLIET.

Cessibilité

Les obligations seront cessibles dans les mêmes conditions que les actions de la Société.

CONDITIONS DE CONVERSION DES OBLIGATIONS EN ACTIONS

Délais et parité de conversion

L'Obligataire aura la faculté d'exercer à tout moment son droit de conversion, à raison de une (1) action nouvelle pour une (1) obligation, et ce, jusqu'au 31 décembre 2014, étant observé que le droit de conversion ne pourra s'exercer que pour la totalité des obligations de telle sorte que toute conversion partielle des obligations en actions est interdite.

La souscription des actions nouvelles sera réalisée du seul fait de la demande de conversion. Leur libération interviendra automatiquement par voie de compensation avec la créance obligataire, sans versement d'aucune soulte en espèce de part ni d'autre.

La conversion de la totalité des obligations donnerait lieu, par conséquent, à la création par la Société de 15.000 actions nouvelles émises au prix de 10 €.

Les demandes de conversion devront être notifiées par écrit à la Société avant l'expiration de la période de conversion, c'est-à-dire au plus tard avant l'expiration du délai de trois (3) mois suivant la date à laquelle les obligations seront appelées au remboursement, ce conformément à l'Article L.225-163 du Code de commerce.

A défaut, l'Obligataire sera de plein droit considéré comme ayant opté pour le remboursement de ses titres dans les conditions fixées ci-dessus.

Exercice du droit de conversion

Toute demande de conversion des obligations devra être notifiée par écrit, par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception adressée à la Société accompagnée du bulletin de souscription à l'augmentation de capital correspondante.

Elle deviendra effective dès réception par la Société de ladite demande de conversion.

En cas d'augmentation de capital, ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès

XW

RT

au capital, de fusion, de scission ou d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription au profit des associés de la Société, cette dernière se réserve le droit de suspendre l'exercice du droit de conversion pendant un délai qui ne peut excéder trois mois, cette faculté ne pouvant en aucun cas faire perdre au titulaire d'obligations appelées au remboursement le bénéfice du délai de trois mois prévu au paragraphe précédent.

Une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception sera adressée à l'Obligataire quarante cinq jours au moins avant la date d'entrée en vigueur de la suspension pour l'informer de la date à laquelle les opérations de conversion seront suspendues et de la date à laquelle elles seront reprises.

Droits attachés aux actions à émettre.

Les actions nouvelles de catégorie ordinaire émises à la suite de la conversion des obligations auront tous les droits définis par les statuts à cette catégorie et seront soumises à toutes les dispositions des statuts de même qu'à toutes stipulations contractuelles.

Elles porteront jouissance au premier jour de l'exercice au cours duquel la conversion des obligations aura été demandée et auront droit au titre de l'exercice commencé à cette date et des exercices ultérieurs, à égalité de valeur nominale, au même dividende que celui qui pourra être réparti aux autres actions de même catégorie portant même jouissance. Elles seront, en conséquence, immédiatement assimilées aux actions anciennes, après paiement, le cas échéant, du dividende afférent à l'exercice précédent et disposeront de droits identiques ou, s'il n'en était pas distribué, après la tenue de l'assemblée annuelle statuant sur les comptes de cet exercice.

Ces actions seront par ailleurs soumises à toutes les dispositions statutaires notamment en ce qui concerne la répartition des bénéfices et les assemblées générales.

Les actions revêtiront la forme nominative. Les actions, quelle que soit leur forme, seront obligatoirement inscrites en comptes tenus par la Société. Les droits du titulaire seront ainsi représentés par une inscription à son nom chez la Société.

Maintien des droits de l'Obligataire

Les droits de l'Obligataire devront être préservés conformément aux dispositions légales des articles L.228-98 et suivants du Code de commerce.

ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE

La Société s'engage, tant qu'il restera des obligations en circulation, à ne pas procéder à un amortissement de son capital social ou à une modification de la répartition des bénéfices. La Société pourra cependant émettre des actions à dividende prioritaire sans droit de vote à condition de réserver les droits de l'Obligataire.

La Société s'interdit de soumettre toute proposition de modification des modalités des obligations sans avoir obtenu au préalable une autorisation en ce sens de l'autorité de contrôle de la Société si, en vertu de la législation applicable, une telle autorisation préalable est requise.

La Société s'engage à fournir chaque année à l'Obligataire, dans les 30 jours de leur établissement, les documents comptables habituels (comptes de résultats, bilans fiscaux et annexes de chaque société, comptes consolidés s'ils sont établis) ainsi que la situation de ses effectifs au 31 décembre.

INFORMATION DE L'OBLIGATAIRE

Yw

Rt

En cas d'opération comportant un droit préférentiel de souscription réservé aux associés de la Société, l'Obligataire en sera informé avant le début de l'opération par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

En outre, en cas d'opération entraînant un ajustement des bases de conversion, l'Obligataire sera informé de ces nouvelles bases par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT LES OBLIGATIONS

Le service financier des obligations sera assuré par la Société.

Le remboursement et la conversion des obligations seront effectués sans frais auprès de la Société

Toutes actions contre la Société en vue du remboursement du principal ainsi que du paiement des intérêts au titre des obligations seront prescrites à compter d'un délai de dix ans (en ce qui concerne le principal) et de cinq ans (en ce qui concerne les intérêts) à partir de leur date d'exigibilité respective.

MASSE DES OBLIGATAIRES

Dans le cas où des émissions ultérieures d'obligations offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission, l'ensemble des porteurs d'obligations seraient groupés dans une masse unique.

Les représentants seront désignés par la première assemblée générale de la masse.

Le siège social de la masse sera établi au siège de la Société. Les dossiers de la masse seront déposés au siège social de la Société.

En cas de convocation de l'assemblée des obligataires, ces derniers seront réunis au siège social de la Société ou tout autre lieu fixé dans la convocation.

Ses représentants titulaires auront sans restriction, ni réserve, ensemble ou séparément, le pouvoir d'accomplir au nom de la masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des Obligataires. La rémunération de chacun des représentants titulaires, prise en charge par la Société, sera fixée, le cas échéant, à l'occasion de leur désignation.

La Société prendra à sa charge, outre la rémunération des représentants titulaires, tous les frais d'administration et de fonctionnement de la masse des Obligataires, ainsi que les frais d'assemblées de cette masse.

REGIME FISCAL

Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués sous la seule déduction des retenues à la source ou des impôts que la loi en vigueur au jour des présentes met à la charge du titulaire.

Dans le cas où la Société serait obligée d'effectuer une déduction ou une retenue à la source imposée par une autorité compétente en ce qui concerne un paiement fait au titre des obligations ou dans le cas où l'Obligataire supporterait un impôt, taxe, droit ou cotisation en raison d'un paiement reçu de la Société du fait de sa qualité d'Obligataire (autre qu'un impôt, taxe, droit ou cotisation applicable au jour des présentes, au taux et à l'assiette actuellement applicables) alors la Société s'engage à supporter l'intégralité de cette déduction ou retenue à la source ou de cet impôt, taxe, droit, cotisation

YW

Re

supplémentaire, de sorte que, après imputation de cette déduction ou retenue à la source ou de cet impôt, taxe, droit, cotisation supplémentaire, l'Obligataire reçoit comme paiement (et conservent) un montant net égal au montant qui aurait dû être reçu si cette déduction ou retenue à la source ou cet impôt, taxe, droit, cotisation supplémentaire n'avait pas existé.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend relatif aux obligations sera soumis au Tribunal de Commerce de SAINT-MALO.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties déclarent faire élection de domicile chacune à leur adresse ou siège social respectif.

XW

RS

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME A L'ORIGINAL
LE : 11 02 2005

TRIBUNAL DE COMMERCE de S^t-MALO
DÉPOT DU :
22 FÉV 2005
N° 290
LE GREFFIER

LP INVESTISSEMENT

**Société par Actions Simplifiée
au capital de 151.000 Euros**

**11, rue du Clos Collin
35780 LA RICHARDAIS**

STATUTS

statuts mis à jour le 31 janvier 2005

TITRE I
FORME – DENOMINATION – SIEGE – DUREE – OBJET

ARTICLE 1. FORMATION

la société LP INVESTISSEMENT est une Société par Actions Simplifiée.
Cette société est régie par les Lois et Règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.
Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2. DENOMINATION

La société a pour dénomination sociale :

LP INVESTISSEMENT

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par Actions Simplifiée* » ou des initiales « *S.A.S.* » et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'identification de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 3. SIEGE

Le siège social de la société est fixé à :

11, rue du Clos Collin – 35780 LA RICHARDAIS

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président et, en tout autre lieu, par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

ARTICLE 4. DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est fixée à CINQUANTE (50) années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 5. OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- l'activité d'importation, d'exportation de tous produits, l'activité de transit, de commissionnaire de transport, d'entreposage, de stockage, d'emballage et de manutention ;
- la prise de participations dans toutes sociétés et entreprises quelles que soient leur activité et forme juridique, et notamment valoriser les titres de participations de sociétés acquises par l'exercice d'un contrôle majoritaire direct ou indirect,
- toutes prestations de services à ses filiales ou à des entreprises liées,
- l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières ou immobilières, soit directement soit indirectement,
- toutes opérations d'études, de recherches, liées aux activités exercées par ses filiales,
- La création, l'acquisition, la prise à bail ou en gérance libre et l'exploitation de tous fonds de commerce, entreprises ou établissements quelconques se rattachant à l'une ou à l'autre des activités ci-dessus spécifiées ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement ;
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini ou à tout autre objet similaire ou connexe de la manière la plus étendue.

TITRE II
APPORTS – CAPITAL SOCIAL
DROITS ATTACHES AUX ACTIONS – CESSIION D'ACTIONS

ARTICLE 6. APPORTS

1. Lors de la constitution de la société, le capital social a été fixé à
La somme de CENT CINQUANTE ET UN MILLE EUROS **151.000 Euros**
2. Le montant du capital social n'a pas été modifié depuis cette date.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Le capital social est fixé à la somme de CENT CINQUANTE ET UN MILLE EUROS (151.000 €) et divisé en QUINZE MILLE CENT (15.100) actions d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 €) chacune, de même catégorie, libérées intégralement à la souscription.

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements ainsi qu'aux stipulations des présents statuts.

8.1. Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'émission d'actions nouvelles peut résulter :

- soit d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ;
- soit de l'utilisation de ressources propres à la société, sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ;
- soit de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- soit de la conversion ou du remboursement d'obligations en actions.

La décision d'augmenter le capital relève de la seule compétence de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires. Toutefois, lorsque l'augmentation résulte du paiement du dividende en actions, la délibération est prise par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

En cas de pluralité d'associés, ceux-ci ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs Commissaires aux apports nommés sur requête par le Président du Tribunal de commerce.

Toute augmentation du capital par élévation du montant nominal des actions existantes ne peut être décidée qu'avec le consentement unanime des associés, à moins qu'elle ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Dans ce cas, la collectivité des associés délibère dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

8.2. L'associé unique –ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires– peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi.

En cas de pluralité d'associés, la réduction de capital ne pourra en aucun cas porter atteinte à leur égalité.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

8.3. L'associé unique –ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires– peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

8.4. Enfin, l'associé unique –ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés décidant l'augmentation ou la réduction– peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser cette modification du capital.

ARTICLE 9. LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'émission d'actions nouvelles, les actions de numéraire sont obligatoirement libérées, à la souscription, du montant maximal exigé par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai légal.

Les actions souscrites en nature doivent être libérées de la totalité lors de leur souscription.

Les versements peuvent intervenir par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

ARTICLE 10. FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles sont indivisibles à l'égard de la société.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Lorsque les conditions légales sont réunies et en cas de pluralité d'associés, la société peut créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 11. TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « *Registre des mouvements* ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement, et au plus tard dans les HUIT (8) jours de cette réception. La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un Officier public ou un Maire, sauf dispositions législatives contraires.

ARTICLE 12. CLAUSE D'AGREMENT

Sauf lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les cessions d'actions sont soumises à la procédure d'agrément suivante.

12.1. Les cessions d'actions entre associés ainsi que les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou les cessions soit à un conjoint, soit à un ascendant ou un descendant peuvent être effectuées librement. Préalablement à toute autre cession, l'associé cédant doit notifier au Président de la société son projet de cession, en indiquant l'identité du cessionnaire pressenti, le nombre de titres dont la cession est envisagée et les conditions de la cession projetée, notamment le prix convenu ou la valeur retenue.

12.2. Cette notification est transmise par le Président à tous les associés et la décision d'agrément ou de refus d'agrément doit intervenir dans un délai de SOIXANTE (60) jours à compter de la demande du cédant.

A défaut de réponse dans ce délai, l'agrément est considéré comme donné.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément est prise par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires. Elle n'a pas à être motivée.

12.3. En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé aux conditions mentionnées dans sa demande d'agrément.

12.4. En cas de refus d'agrément, le cédant doit, dans un délai de QUINZE (15) jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, s'il entend renoncer à son projet de cession.

Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une renonciation de l'associé à son projet.

12.5. Si le cédant ne renonce pas à son projet de cession, le Président doit, dans un délai de TROIS (3) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :

- soit faire acquérir les actions dont la cession est envisagée par un ou plusieurs tiers préalablement agréés par la collectivité des associés *extraordinaire*.
- soit les faire acquérir par un ou plusieurs associés ;
- soit faire procéder à ce rachat par la société elle-même. Elle doit, dans ce cas et dans les SIX (6) mois dudit rachat, céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Les associés bénéficieront en tout état de cause, d'un droit de préemption pour procéder à ce rachat et ce droit sera exercé, à défaut d'accord entre eux, au prorata de leurs droits dans le capital social.

Le prix de rachat des actions est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, ce prix est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration de ce délai de TROIS (3) mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé du cédant ou, à défaut, du Président de la société, qui le notifiera au cédant dans les HUIT (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

12.6. Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

12.7. Ces dispositions sont applicables en cas de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux.

Elles sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession de l'usufruit ou de la nue propriété d'actions, à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est enfin applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir, à tout moment ou à terme, des actions de la société.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 13. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

13.1. Toute action, en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société comme en cas de liquidation.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

13.2. Tout associé dispose notamment des droits suivants, à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires :

- droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions ;
- droit à l'information permanente ou préalable aux consultations individuelles ou collectives ;
- droit de poser des questions écrites avant toute consultation individuelle ou collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation ;
- droit de récuser les Commissaires aux comptes.

13.3. Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

13.4. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société, aux décisions individuelles de l'associé unique et, le cas échéant, aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions nécessaires.

13.5. Les créanciers, ayants droit ou autres représentants des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions individuelles de l'associé unique ou à celles de la collectivité des associés.

ARTICLE 14. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire, ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'UN (1) mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 15. NUE-PROPRIETE - USUFRUIT

15.1. Sauf convention contraire notifiée à la société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

Toute convention modifiant cette répartition du droit de vote doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire à la société.

Dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux décisions individuelles ou collectives.

15.2. L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé, en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites appartiennent au nu-propriétaire.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

Le nu-propriétaire est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription HUIT (8) jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est également réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits TROIS (3) mois après le début des opérations d'attribution.

L'usufruitier, dans les deux cas, peut alors se substituer au nu-propriétaire pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution, ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, le nu-propriétaire peut exiger le emploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propriétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à la personne qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un associé de ses actions, l'associé débiteur continue de représenter seul lesdites actions.

TITRE III

REPRESENTATION DE LA SOCIETE – DIRECTION

ARTICLE 16. PRESIDENCE – DIRECTION GENERALE

16.1. Statut du Président

La société est représentée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du Conseil d'administration des Sociétés anonymes sont applicables au Président de la société.

Le Président personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

16.2. Nomination et cessation des fonctions du Président

1. Le Président est nommé, renouvelé ou remplacé par une décision individuelle de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Le Président est désigné pour une durée limitée ou non, la durée de son mandat étant fixée par la décision qui procède à sa nomination.

2. Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'UN (1) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de l'associé unique -ou, en cas de pluralité d'associés, lors de la consultation de la collectivité des associés- qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, à chaque associé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé. Elle peut également être constatée par décision collective des associés.

Il sera réputé démissionnaire d'office au jour de l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

La décision de révocation du Président n'a pas à être motivée.

En outre, en cas de pluralité d'associés, le Président est révocable par décision du tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Enfin, le Président sera révoqué de plein droit, sans autre formalité :

- s'il s'agit d'une personne physique, en cas de mise en tutelle ou en curatelle, de faillite personnelle ou en cas de condamnation à une interdiction de gestion,
- s'il s'agit d'une personne morale, en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

La révocation du président ne peut en aucun cas ouvrir droit au versement par la société d'indemnité de cessation de fonctions, sous réserve des dispositions légales applicables.

16.3. Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachée à ses fonctions, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut notamment consister en un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

16.4. Pouvoirs du Président

1. Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus, sous la seule exception des décisions qui sont, par l'effet de la loi, de la compétence exclusive d'une décision collective des associés et de celles que les statuts réservent à un autre organe que le Président, pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de l'objet social.

2. Le Président est autorisé, sous sa responsabilité, à consentir toute délégation de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées et à se substituer partiellement dans ses pouvoirs un ou plusieurs mandataires.

Toutefois, lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, le Président ne peut déléguer à un autre organe ou une autre personne le pouvoir d'arrêter les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, et le rapport de gestion à présenter à l'approbation de l'associé unique.

Le Président sera, conformément à l'article L.432-6 du Code du travail, l'organe social auprès duquel les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits définis par ce même article.

3. Les associés ont la possibilité, dans un règlement intérieur, d'apporter les limitations aux pouvoirs du Président et de soumettre certains actes ou opérations à l'autorisation préalable d'un Comité de direction.

16.5. Directeurs Généraux

Sur la proposition du Président, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales, auxquels est conféré le titre de Directeur Général.

A l'égard des tiers, tout Directeur Général est investi du pouvoir de représenter, de gérer et de diriger la société au même titre que le Président. Toutefois, à titre de mesure d'ordre intérieur non opposable aux tiers, la décision qui procède à la nomination des Directeurs Généraux peut limiter leurs pouvoirs.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, sur la proposition du Président.

En cas de démission ou de révocation de ce dernier, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Les dispositions statutaires relatives à la cessation des fonctions du Président, à la fixation de sa rémunération et à la délégation de certains pouvoirs, sont applicables aux Directeurs Généraux.

Ces derniers peuvent, au même titre que le Président, cumuler leurs fonctions de direction avec un contrat de travail.

ARTICLE 17. CONVENTIONS REGLEMENTEES

17.1. Lorsque la société comporte plusieurs associés

1. Le ou les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à DIX POUR CENT (10%) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

Les associés statuent sur ce rapport. Les associés et/ou dirigeants intéressés ne prennent pas part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par exception :

- Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.
- Les conventions suivantes sont interdites au Président et aux Directeurs généraux (sauf s'il s'agit d'une personne morale) : les emprunts contractés sous quelque forme que ce soit auprès de la société, les découverts consentis par la société et les

cautions ou avals donnés par la société en garantie de leurs engagements envers des tiers.

17.2. Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au Registre des décisions, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président et/ou l'associé unique, sans que l'établissement d'un rapport du Commissaire aux comptes soit requis.

Toutefois, si le Président de la société n'est pas l'associé unique, il devra obtenir une autorisation préalable de l'associé unique pour passer, directement ou par personne interposée, toute convention avec la société, à peine de nullité.

Même lorsque la société est unipersonnelle, les emprunts, découverts, cautions ou avals consentis par la société à son Président ou l'un de ses dirigeants sont interdits, en application de l'article L. 227.12 du Code de Commerce.

TITRE IV DECISIONS COLLECTIVES OU INDIVIDUELLES CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 18. DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

18.1. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé

1. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés dans les SAS pluripersonnelles.

Il lui appartient donc de se prononcer sur les décisions concernant le fonctionnement de la société, ainsi que dans tous les cas où la loi impose aux SAS pluripersonnelles une décision collective des associés, à savoir :

- nomination, renouvellement et révocation du Président et des autres dirigeants;
- fixation du montant de la rémunération allouée au Président et aux autres dirigeants ;
- transfert du siège social ou ratification de la décision du Président de transférer le siège social ;
- nomination et renouvellement des Commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- extension ou modification de l'objet social ;
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- opérations de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- transformation de la société ;
- prorogation de la durée de la société ;
- dissolution et liquidation de la société ;
- adoption ou modification de clauses relatives à la transmission des actions, notamment celles relatives à l'inaliénabilité des actions ou à l'agrément de toute cession d'actions ;
- et, plus généralement, toute modification des présents statuts.

Toute autre décision relève de la compétence du Président, sauf disposition contraire de la loi ou des présents statuts.

Les décisions de l'associé unique peuvent être prises au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Elles sont constatées dans des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé, tenu au siège social et signé par l'associé unique.

2. L'associé unique est convoqué à l'initiative du Président.

Le Commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de l'associé unique.

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite ou électronique huit jours avant la date de la consultation et mentionne le mode, le jour, l'heure et l'ordre du jour de la consultation.

Lorsque l'associé unique y consent, les décisions individuelles sont prises valablement sur convocation verbale et sans délai.

18.2. En cas de pluralité d'associés

1. Les décisions collectives des associés peuvent être prises en réunion au siège social ou en tout lieu indiqué dans la convocation, par voie de consultation par correspondance écrite ou électronique, ou par téléconférence audiovisuelle, à l'heure fixée par l'initiateur de la convocation, ou encore résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte.

2. Les associés sont convoqués, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés à la demande d'un ou plusieurs associés représentant au moins CINQ POUR CENT (5%) du capital social.

Le Commissaire aux comptes peut également provoquer une consultation de la collectivité des associés dans les conditions de forme et de délai stipulées aux présents statuts, à défaut de convocation desdits associés par le Président à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la réception par ce dernier d'une demande de réunion.

Enfin, lorsque la société se trouve dépourvue de Président pour quelque cause que ce soit (décès, démission, révocation...), les associés peuvent être convoqués par l'un ou l'autre d'entre eux représentant au moins CINQ POUR CENT (5%) du capital social.

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite ou électronique quinze jours avant la date de la consultation, et mentionne le mode, le jour, l'heure et l'ordre du jour de la consultation.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, les décisions collectives sont prises valablement sur convocation verbale et sans délai.

3. Chacun des associés peut se faire représenter aux délibérations par un autre associé, son conjoint ou le Président. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite ou électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

4. Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- a) - Nomination, renouvellement, révocation du Président et, le cas échéant, du ou des autres dirigeants et fixation de leur rémunération ;
 - Approbation du contrat de travail du Président et des autres dirigeants ;
 - Nomination et renouvellement des Commissaires aux comptes ;
 - Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
 - Approbation des conventions réglementées ;
- b) - Extension ou modification de l'objet social ;
 - Transfert du siège social en dehors du département ou d'un département limitrophe ;
 - Augmentation, amortissement, réduction du capital,
 - Emission de toutes valeurs mobilières pouvant entraîner immédiatement ou à terme augmentation du capital ;
 - Fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
 - Transformation, prorogation, dissolution de la société ;
 - Agrément du ou des cessionnaires d'actions ;
 - Adoption ou modification des clauses relatives à la transmission des actions, notamment celles relatives à l'agrément de toute cession d'action ;
 - Toute modification des présents statuts.

Les décisions visées au § a) ci-dessus, sont qualifiées d'ordinaires et toutes celles visées au § b) d'extraordinaires.

Toute autre décision relève de la compétence du Président ou, le cas échéant, des autres dirigeants, sauf disposition contraire de la Loi ou des présents statuts.
Les décisions prises conformément à la Loi et aux statuts obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

5. Le Comité d'Entreprise peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de toute assemblée d'associés. A cet effet, il est informé de la date de l'assemblée huit (8) jours au moins avant l'envoi de l'avis de convocation et il peut requérir cette inscription, accompagnée d'un bref exposé des motifs, dans les cinq (5) jours de la réception de l'avis susmentionné et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les projets de résolutions présentés par le Comité d'entreprise doivent être limités à la nature de l'assemblée qui doit être convoquée.

18.3. Majorité

1. Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont dispose l'ensemble des associés, pour toutes décisions extraordinaires,
- et à la majorité simple desdites voix, pour toutes les décisions ordinaires.

Si cette majorité n'est pas obtenue lors d'une première réunion ou d'une première consultation, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité simple des voix exprimées pour toutes les décisions ordinaires et à la majorité des deux tiers (2/3) des voix exprimées pour toutes décisions extraordinaires, sous réserve toutefois que cette seconde réunion ou consultation ait eu lieu dans le délai maximal de deux (2) mois à compter de la première.

2. Les décisions d'adoption ou de modification de clauses relatives à la transmission des actions, notamment celles relatives à l'inaliénabilité des actions ou à l'agrément de toute cession d'actions, ne sont valablement prises qu'à l'unanimité des associés.

18.4. Procès-verbaux ou actes signés par les associés

Les décisions des associés résultent :

- soit d'un procès-verbal ou d'un acte signé par l'ensemble des associés ;
- soit d'une consultation écrite des associés ;
- soit d'une réunion des associés au siège ou en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation ;
- soit encore d'une consultation par téléconférence, téléphonique ou audiovisuelle.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

1. En cas de consultation écrite, le Président adresse par tous moyens, à chaque associé, à son dernier domicile connu de la société, le texte des projets de résolutions proposées offrant la possibilité aux associés d'exprimer sur chaque résolution un vote favorable ou défavorable à son adoption ou sa volonté de s'abstenir.

Le cas échéant, le Président joint à cet envoi tous rapports et documents qu'il juge nécessaires à l'information des associés.

Ceux-ci disposent d'un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote écrit et l'adresser au Président à l'adresse du siège social et ce, par tous moyens de communication (lettre simple ou recommandée, télécopie...).

Tout associé qui n'a pas répondu dans ce délai de quinze jours est considéré comme s'étant abstenu et ne sera pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

2. Les autres décisions collectives des associés –à l'exception de celles résultant d'un acte signé par tous les associés- sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent le mode, le lieu le cas échéant, la date de la consultation, l'identité des

associés présents, réputés présents ou représentés et de leurs mandataires ou la réponse de chaque associé, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, ainsi que le texte des résolutions et, sous chaque résolution, le résultat du vote.

Le Président de séance établit le procès-verbal de la consultation.

Il en adresse ensuite une copie par tous moyens à chacun des associés présents, réputés présents ou représentés. Ceux-ci retournent l'exemplaire du procès-verbal après signature par tous moyens à la société.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé tenu au siège de la société et signé par le Président de séance.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiées par le Président ou par tout fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

En cas d'établissement d'une feuille de présence, elle sera signée par les associés présents ou réputés présents, ainsi que par les mandataires des associés. Elle est certifiée par le Président de la réunion.

ARTICLE 19. DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, sur sa demande, avant toute consultation ou assemblée, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

Un associé qui estimerait que ce droit de communication n'a pas été respecté lors d'une décision collective, devra notifier toute réclamation ou réserve éventuelle sur les résolutions adoptées, au plus tard dans le mois de la décision collective correspondante.

Aucune réclamation ou réserve ne sera admise au-delà de ce délai.

ARTICLE 20. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

TITRE V

AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

ARTICLE 21. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée de DOUZE (12) mois, qui commence le PREMIER JANVIER d'une année et se termine le TRENTE ET UN DECEMBRE chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social portera sur la période comprise entre la date d'immatriculation de la société et le TRENTE ET UN DECEMBRE 2005.

ARTICLE 22. INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre

la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

L'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les SIX (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 23. AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé CINQ POUR CENT (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique –ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires– peut prélever toutes sommes qu'il juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, de reporter à nouveau ou de distribuer sous forme de dividende.

En cas de pluralité d'associés, le solde du bénéfice, s'il existe, est réparti proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'associé unique – ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés – peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés si les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 24. PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan, établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes, fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'associé unique ou la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, d'opter entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou la collectivité des associés, et à défaut par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de NEUF (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

En cas de pluralité d'associés, l'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé.

Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L.232-19 du Code de commerce. Lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant, dans le délai d'UN (1) mois, la différence en numéraire, ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

L'option ci-dessus doit intervenir dans les TROIS (3) mois à compter de la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés. L'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles 225-142, 225-144 alinéa 2 et 225-146 du Code de commerce.

En cas de pluralité d'associés, aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite par TROIS (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les CINQ (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 25. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les QUATRE (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la décisions de la collectivité des associés, doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Sous réserve des dispositions de l'article L.224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

TITRE VI DISSOLUTION – LIQUIDATION TRANSFORMATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 26. DISSOLUTION - LIQUIDATION

26.1. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de l'associé unique.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et au mandat des Commissaires aux comptes.

Si l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Si l'associé unique est une personne physique, il sera procédé à la liquidation de la société conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil.

26.2. Lorsque la société comporte plusieurs associés

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président.

Les Commissaires aux comptes conservent leur mandat, sauf décision contraire de la collectivité des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

La décision des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Ces derniers exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La collectivité des associés délibère dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 27. TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par la loi.

Notamment, la transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés.

La transformation en Commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés, devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 28. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

Statuts mis à jour par décision de l'associé unique en date du 31 janvier 2005